

Tous au Meeting, le 29 janvier 2014 À la Halle FREYSSINET

La CE de l'UD FO 95 constate que les mesures prises et les projets gouvernementaux et patronaux concourent à une dégradation considérable de la situation des salariés sur le plan des rémunérations, sur celui de l'emploi ainsi que sur celui de la protection sociale.

Elle constate qu'aucune réponse satisfaisante n'est apportée aux revendications essentielles des personnels. Au contraire, le chef de l'Etat et son premier ministre viennent d'annoncer à l'occasion de leurs vœux une poursuite de la politique d'austérité en s'attaquant aux postes dans la Fonction publique dans le cadre de la MAP*, à la protection sociale et aux droits des familles en accordant des exonérations de cotisations aux employeurs.

Pierre Gattaz Président du MEDEF qui n'a pu retenir sa joie, a déclaré :

« La famille c'est 36 milliards d'euros qu'il faut transférer...La maladie c'est aussi un poste qui pourrait être revu. Le Président de la République a parlé d'abus de la protection sociale. Il a montré qu'il n'y a pas de dogme. Là, j'ai applaudi, il faut y aller».

La CE de l'UD FO 95 tient à attirer l'attention de tous sur la façon, sans doute parce qu'il est conscient du rejet de ses orientations, dont le président de la République a annoncé qu'il entendait les mettre en pratique, via le système anti démocratique des ordonnances et des décrets, qui vise, entre autre, à empêcher toute possibilité de négociation sur la base des revendications des personnels.

C'est pourquoi la CE de l'UD FO 95 considère que la résolution de la CE Confédérale du 21 novembre est plus que jamais d'actualité quand elle affirme :

« Dans ce contexte, le rôle du syndicalisme libre et indépendant est de représenter et défendre les intérêts matériels et moraux des salariés, par la négociation comme par l'action.

Pour la Commission Exécutive de FORCE OUVRIERE, il est prioritaire de rompre avec la logique d'austérité suicidaire socialement, économiquement et démocratiquement découlant du Pacte Budgétaire Européen. On ne guérit pas les effets sans s'attaquer aux causes. » (...)

« Pour la Commission Exécutive toute action interprofessionnelle aujourd'hui nécessaire, compte tenu de la situation sociale tendue, doit porter sur l'augmentation des salaires, la défense de l'emploi, le service public républicain, contre l'austérité, la loi sur les retraites et la loi sur la sécurisation de l'emploi issue de l'ANI du 11 janvier ».

Sur la base de ces considérants la CE Confédérale avait décidé la tenue d'un grand meeting le 29 janvier à Paris.

La CE de l'UD FO 95 considère que ce meeting doit être un moment important dans la mobilisation, pour la défense de nos revendications, pour faire reculer le gouvernement et le MEDEF sur leurs orientations destructrices de nos acquis.

La CE de l'UD FO 95 appelle ses syndicats à diffuser largement l'éditorial du 13/01/2014 de Jean-Claude Mailly et à inscrire massivement, auprès de l'UD, les syndiqués dans les cars qui se rendront à Paris le 29 janvier 2014 !

Adoptée à l'unanimité la CE du 14 janvier 2014

* Modernisation de l'Action Publique.